



MOT D'ORDRE INTERSYNDICAL

Les agents de l'Office Français de la Biodiversité, et en particulier les inspecteurs de l'environnement, connaissent depuis plus d'un an des attaques répétées, orchestrées par une grande majorité de syndicats agricoles.

Ces attaques infondées ont cependant reçu une écoute gouvernementale plus que bienveillante puisqu'à deux reprises, les actions des inspecteurs de l'environnement ont été remises en cause par le premier ministre. D'abord début 2024 par Gabriel Attal, puis le 14 janvier 2025 par François Bayrou allant dans son discours de politique générale jusqu'à qualifier les contrôles des inspecteurs de l'environnement de "faute", considérant que c'était vécu comme une humiliation pour les agriculteurs.

En réponse à la remise en cause incessante de nos missions et afin d'éviter de commettre des "fautes", l'intersyndicale appelle l'ensemble des personnels à rester au bureau et :

- **Ne plus réaliser aucune mission de police, que ce soit en police administrative ou en police judiciaire ;**
- **Ne plus effectuer aucune mission, quelle qu'elle soit, vers le monde agricole (formation, contrôles, constats prédateurs, arrêt du versement des subventions);**
- **Déposer* les étuis d'armes à port discret aux Préfets ;**
- **Ne plus transmettre aucun avis technique ;**
- **Arrêter toutes les participations aux réunions en préfecture sur les thématiques agricoles, les MISA et MISEN... ;**
- **Stopper toutes les missions d'appui technique vers les services de l'État, les établissements publics et les collectivités territoriales.**

* Les modalités de cette action seront précisées ultérieurement

Ce mot d'ordre est applicable jusqu'à ce que le premier ministre fasse des excuses publiques, reconnaisse la nécessité des missions de l'OFB et soutienne les actions de police de l'environnement.

RAS LE BOL D'ÊTRE LES BOUCS ÉMISSAIRES

TOUS MOBILISÉS POUR LA SAUVEGARDE DE NOS MÉTIERS